

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 13489**

Intitulé

MASTER : MASTER Domaine Droit, Economie, Gestion Mention Droit public Spécialité Droit public fondamental

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Toulouse 1 Capitole, Ministère chargé de l'enseignement supérieur Modalités d'élaboration de références : CNESER du 19 avril 2011	Président de l'université de Toulouse I Capitole, Recteur de l'académie

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Parcours droit public fondamental :

Le titulaire de ce master peut exercer les activités suivantes:

- Il participe à des programmes de recherche sur l'évolution du droit public français.
- **Il conseille, soutient et assiste les entreprises en matière juridique.**
- Il aide des entreprises et administrations dans l'étude et la mise en œuvre des réformes intervenant dans les différentes matières du droit public.
- Il prévient des dangers juridiques auxquels peut être exposée l'entreprise.
- Il comprend et connaît les procédures, analyse des situations juridiques conflictuelles afin de traiter et anticiper tout contentieux en matière de droit public.
- Il étudie et analyse de façon permanente la législation, la réglementation, la jurisprudence, la théorie et les commentaires de droit.
- Il procède au montage et à l'instruction de dossiers contentieux avec des avocats ou des experts.
- Il représente l'entreprise devant les instances administratives et judiciaires.
- Il rédige ou fait rédiger des actes juridiques (contrats, conventions, accords,...).
- Il collecte des informations afin de publier des articles ou des ouvrages.

Parcours droit public France-Amérique Latine :

Le titulaire de ce master peut exercer les activités suivantes :

- Il mène des analyses juridiques complexes en droits constitutionnel, administratif, communautaire.
- Il répond aux demandes de conseils juridiques dans le cadre de relations entre l'Europe et l'Amérique latine et particulièrement l'Amérique centrale,
- Il effectue une veille juridique sur l'évolution du droit public au niveau européen et latino-américain.
- Il analyse et synthétise rapidement les questions liées à l'application du droit public et sait résoudre des problèmes juridiques complexes.
- Il anticipe les besoins juridiques ou politiques d'un Etat, d'un organisme international ou communautaire, ou de toute autre institution juridique publique.

Parcours droit public fondamental :

- Maîtriser les principales branches du droit public : droit fiscal, droit administratif, droit constitutionnel, droit international public, et l'organisation des institutions publiques ainsi que les politiques publiques (politique sanitaire et sociale, politique culturelle, politique de l'éducation et universitaire, politique de l'environnement, politique nucléaire).
- Etre expert dans les domaines du droit des contrats publics, des marchés publics, des aides publiques et de la décentralisation.
- Apprécier et gérer les évolutions du droit public afin de les mettre en pratique au sein d'établissements publics ou privés ou de cabinets conseils,
- Connaître les principaux aspects des collectivités territoriales (structures institutionnelles, finances, contrats et marchés publics, intercommunalité, interventions économiques, questions d'actualité...).

Parcours droit public France-Amérique Latine :

Maîtrise parfaite des fondamentaux du droit public français et latino-américain particulièrement d'Amérique centrale et du Costa Rica, de façon à être apte à :

- Prendre en compte les problématiques modernes et essentielles des droits constitutionnel, administratif, communautaire et de la protection des droits fondamentaux au sein de deux continents différents, le continent américain et le continent européen,
- S'intégrer au sein d'établissements publics, privés ou de cabinets d'avocats à vocation nationale, régionale ou internationale en relation avec les différents domaines d'enseignement,
- Apprécier et gérer les évolutions du droit public afin de les mettre en pratique au sein d'établissements publics ou privés ou de cabinets conseils,
- Faire de la recherche dans ces domaines d'investigation aussi bien au plan national, régional, intercontinental qu'international,
- Faciliter la mobilité internationale, aussi bien du point de vue linguistique que du point de vue des cultures juridiques en droit public sur les deux continents que sont l'Europe et l'Amérique latine.
- Savoir identifier et gérer les conflits institutionnels, juridiques et politiques au niveau national, régional ou international et pouvoir développer des capacités de négociation et de concertation face à ces conflits.
- Générer une vision prospective transatlantique du droit public en constante évolution, d'en dominer la dimension pratique et théorique et d'en proposer une analyse critique permettant notamment d'anticiper ses développements futurs, au plan global, continental, régional ou national par l'étude des textes légaux et des jurisprudences des différentes juridictions concernées (constitutionnelles, administratives, communautaires...) et par l'analyse des contentieux existants ou passés.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Parcours droit public fondamental :

- Entreprises publiques ou privées.
- Collectivités publiques, organismes publics ou privés (établissements publics, bureaux d'études, banques, associations, sociétés d'économie mixte, entreprises publiques...).
- Fonction publique d'Etat, territoriale et hospitalière,
- Barreau
- Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel
- Secteur associatif

Parcours droit public France-Amérique latine :

- Organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, organisations humanitaires.
- Conseil juridique et assistance juridique au sein d'entreprises publiques ou privées d'Amérique Latine.

- Chargé de mission territorial
- Responsable juridique d'entreprise
- Juriste/consultant en droit public
- Responsable des marchés publics

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

M1205 : Direction administrative et financière

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Master 2 Mention Droit public Spécialité Droit public fondamental

Semestre 1

47 ECTS

UE 1	Enseignements fondamentaux	19 ECTS
	Institutions constitutionnelles et politiques et droits fondamentaux	
	Droit administratif	
	Droit constitutionnel comparé ou droit international public	
	Droit constitutionnel de l'Union	
	Actualisation du droit public	
UE 2	Enseignements complémentaires	16 ECTS
	Le système local français	
	Droit des contrats	
	Pratique des contrats	
	Théorie de la connaissance juridique	
	Théorie générale de l'Etat et du Droit	
	Finances publiques	
UE3	Séminaires thématiques	12 ECTS
	Action sanitaire et sociale	
	Politiques en matière d'environnement	
	Politiques de l'éducation	

	Politiques culturelles	
Semestre 2	13 ECTS	
UE4	Techniques de l'oral et de l'écrit	
	Orientation (à choix)	13 ECTS
	Choix 1:Voie professionnelle	
	Rapport de stage	
	Choix 2:Voie recherche	
	Mémoire	

Parcours droit public France-Amérique latine :

Les enseignements du semestre 1 se déroulent à UT1 et en début de semestre, les étudiants du Costa Rica suivent le cours de mise à niveau « Introduction au droit » (30h).

Ceux du semestre 2 sont suivis au Costa Rica et correspondent à la Maestria en Derecho Publico Comparado Franco-latinoamericano délivrée au Costa Rica.

Stage

L'étudiant choisit pour l'UE4 du semestre 4 soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

Voie professionnelle :

L'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de deux mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

Parcours droit public France-Amérique latine :

L'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de deux mois au Costa Rica dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction et à la soutenance d'un rapport de stage devant un jury. La note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

Evaluation et compensation

Master 2 Mention Droit public Spécialité Droit public fondamental

L'examen du master 2 comporte une seule session d'examen pour les 2 semestres.

Chaque unité d'enseignement est validée individuellement et capitalisée avec acquisition des crédits (ECTS) correspondants dès lors que le candidat y obtient la moyenne.

Pour chacun des semestres, les unités où l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation si le candidat est admis au semestre.

Chaque semestre est validé individuellement.

Toute note inférieure ou égale à 5 sur 20 est éliminatoire sauf décision contraire du jury.

Pour être déclaré admis, le candidat doit y obtenir une note de moyenne générale au moins égale à 10 sur 20 à chacun des 2 semestres.

Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis aux 2 semestres.

Accès et formation préalable requise

L'octroi du diplôme de master s'effectue après une formation en 4 semestres dont les 2 premiers semestres peuvent être réalisés dans le cadre de parcours du domaine droit public ou AES « Administration générale et territoriale » ou de diplôme jugé équivalent.

L'autorisation à suivre le Master 2 spécialité Droit Public Fondamental parcours Droit Public France - Amérique Latine (Costa Rica) induit l'acceptation pour suivre la Maestria au Costa Rica.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	oui Composition des jurys :équipe pédagogique et professionnels
En contrat d'apprentissage	X	Non
Après un parcours de formation continue	X	Non
En contrat de professionnalisation	X	Non
Par candidature individuelle	X	Oui Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP Composition des jurys : équipe pédagogique et professionnels
Par expérience dispositif VAE	X	oui Composition des jurys : équipe pédagogique et professionnels

Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté d'habilitation du 25 avril 2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Arrêté d'habilitation du 23 juin 2011

Pour plus d'informations

Statistiques :

Statistiques :

95% des étudiants trouvent un emploi à l'issue de ce master

Parcours droit public France-Amérique latine :

99% des étudiants ont obtenu le diplôme Costaricien (« Maestria ») en 2011

Autres sources d'information :

www.univ-tlse1.fr

Lieu(x) de certification :

Université Toulouse 1 Capitole : Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon - Haute-Garonne (31) [toulouse]

Toulouse

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :